

## ARRETE DE POLICE PORTANT REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET AUTORISATION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Le Maire du SEQUESTRE - Tarn ;

VU le code de la route,

VU le code général des collectivités territoriales,

VU le code de la voirie routière,

VU la loi 82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 07 janvier 1983

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I, huitième partie : signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

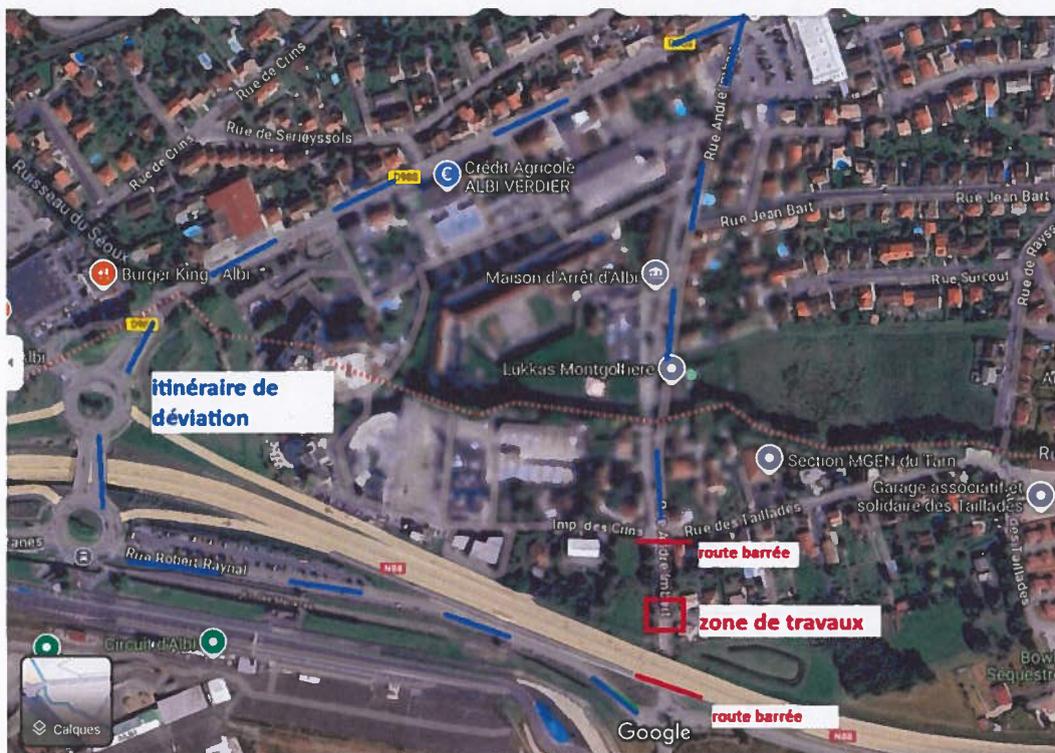
VU les permissions de voirie n° 70AEP24 signée le 24/07/2024 et n° 74AEP24 signée le 28/08/2024 concernant le l'avenue Saint Exupéry au niveau de l'impassé des Taillades

VU la demande en date du 10 décembre 2024 de l'entreprise SPIE BATIGNOLLES MALET, représentée par Monsieur LOUKKAS Grégoire, pour réaliser des travaux de réfection de tranchée pour le compte de VEOLIA

### ARRETE

**Article 1 :** La circulation sera interdite entre le lundi 20 janvier et le jeudi 30 janvier 2025 inclus (durée réelle des travaux : 1 journée) sur la voie suivante :

- avenue Saint Exupéry : entre le pont de la RN88 et l'impassé des Taillades



**Article 2 :** Une déviation sera instaurée par la rue Cap Long et la rue des Taillades ou par la rue Robert Raynal et l'avenue François Verdier (sur Albi).

**Article 3 :** Cette interdiction de circulation ne s'applique pas aux véhicules de secours et de service public.

**Article 4 :** L'entreprise engagée dans ces travaux devra maintenir en permanence la propreté, l'état et la viabilité de la chaussée de la voie ouverte à la circulation durant les heures de chantier et lors du repliement du chantier.

La signalisation et la pré-signalisation de chantier seront mises en place, entretenues et déposées, sous contrôle des services de l'entreprise.

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 5 :** Le présent arrêté fera l'objet d'une publication et d'un affichage selon les règles en vigueur.  
Le Maire, l'entreprise ou la personne chargée des travaux, et le bénéficiaire, destinataire d'un exemplaire du présent arrêté sont chargés, chacun en ce qui le concerne de son application.

Ampliation du présent arrêté sera transmise à la Gendarmerie d'Albi et aux services de secours.

Fait au SEQUESTRE, le 18 décembre 2024

Arrêté publié le  
Par Mairie du Séquestre

19 DEC. 2024



Le Maire,  
Gérard POUJADE

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Toulouse dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou de sa publication.  
Cette saisine pourra se faire, pour les particuliers et les personnes morales de droit privé non chargées de la gestion d'un service public, par la voie habituelle du courrier ou via l'application informatique Télérecours, accessible par le lien : <http://www.telerecours.fr>